22 mars 2016 à Bruxelles

Par Leïla Aslaoui-Hemmadi

Après Tunis, Paris, Abidjan, les terroristes islamistes ont à nouveau frappé à Bruxelles le 22 mars 2016. Et lorsque la barbarie islamiste frappe quelque part en Europe ou ailleurs, des images que nous pensions enfouies, oubliées ressurgissent de nos mémoires. Corps déchiquetés, carbonisés, difficilement identifiables suite à l'attentat à la bombe ciblant l'aéroport d'Alger en 1992, carnage du boulevard Amirouche le 30 janvier 1995 ; attentat à la bombe contre le siège de la DGSN (Sûreté nationale août 1995). Longue liste des victimes décédées. Longue liste des rescapés handicapés à vie... Et ce n'est là qu'un mince aperçu d'un listing autrement plus long, auquel il faut adjoindre celui des assassinats des journalistes (122), des intellectuels, des médecins, dentistes, des femmes, des enfants, des bébés, des combattants de la guerre de Libération, qui s'engagèrent comme «Patriotes» pour combattre le terrorisme islamiste aux côtés des forces de sécurité. Comment, dès lors, avec toutes ces plaies non encore cicatrisées, — si tant est qu'elles puissent l'être un jour — ne pas être solidaire avec les familles des victimes décédées ou blessées lors de ces attentats ? Comment ne pas compatir à leur douleur ? Une douleur que nous connaissons, ressentons, partageons pour l'avoir vécue. Et ce, durant de longues années.

Pour autant, l'on ne peut empêcher l'image du terrible mur d'incompréhension du monde entier, resurgir elle aussi de nos mémoires. Un monde qui tantôt se délectait de nos malheurs via les chaînes de télévision occidentales et arabes, tantôt invitait sur ses plateaux télévisés les pseudo-«experts», qui avaient déserté les rangs de l'ANP ou les islamistes réfugiés dans une des capitales occidentales. «Pays à feu à sang», «pays dans le chaos», «guerre civile», «violence des deux côtés», «éradicateurs», «qui tue qui ?», furent les seules marques de compassion auxquelles nous eûmes droit. Nous apprîmes alors à combattre la bête immonde seuls et à enterrer nos morts seuls. Le 22 mars 2016 évoque pour moi le 22 mars 1993.

Trois hommes d'une valeur inestimable que l'Algérie ne remplacera jamais viennent de tomber sous les balles des islamistes. Hafid Sinhadri, Djillali Liabès et Laâdi Flici ont été assassinés entre le 14 et le 17 mars 1993. Aucune réaction dans le monde.

Le 22 mars 1993 sous un beau soleil algérois une immense marche regroupant des milliers de personnes a lieu pour dire notre colère, mais surtout notre résistance et faire le serment que notre pays ne sombrera pas dans le chaos, comme prédit, voire souhaité par des journalistes occidentaux bien connus qui ne vinrent jamais en Algérie durant les années rouges. Ce jour du 22 mars 1993 pas un seul pays du monde n'a dit : «Je suis Liabès», «je suis Sinhadri», «je suis Flici». Syndicalistes, combattants de la guerre de Libération, leaders des partis politiques démocrates, journalistes, médecins, intellectuels, femmes — beaucoup de femmes — se tenaient par la main ce jour du 22 mars 1993.

A visage découvert, nous marchions, à visage découvert nous exprimions notre colère à haute et intelligible voix, en sachant que le tour de l'un ou de l'autre viendrait. Et lorsqu'il vint, pour beaucoup d'entre nous, nous nous heurtâmes au même silence du monde entier. Aucune manifestation, aucune banderole pour dire : «Je suis Bentalha», «je suis Boucebci», «je suis Fatima-Zohra Ouraïs», «je suis la Maison de la presse» (après l'horrible attentat à la bombe en 1996 où trois journalistes du *Soir d'Algérie* furent assassinés). Ou encore «je suis le père Claverie» (assassiné à Oran en 1996) «Je suis les moines de Tibhirine» (assassinés en mai 1996). Au lieu de cela, la «solidarité» et la «compassion» de journalistes occidentaux bien connus auxquels il faut adjoindre les «humanistes» prirent le nom de «Qui-tu-qui ?».

Ce jour du 22 mars 1993 pas un seul pays du monde n'a dit : «Je suis Liabès», «je suis Sinhadri», «je suis Flici». Syndicalistes, combattants de la guerre de Libération, leaders des partis politiques démocrates, journalistes, médecins, intellectuels, femmes — beaucoup de femmes — se tenaient par la main ce jour du 22 mars 1993.

Ainsi, en sus de subir au quotidien, de jour comme de nuit, la terreur islamiste, nous étions «sommés» de nous «expliquer». Ou plutôt pour plaire à ce lobby et bénéficier de tickets de restaurant ou d'une carte de séjour, il nous fallait absoudre les islamistes et renvoyer au banc des accusés les forces de sécurité. Pourtant, nous fûmes nombreux, femmes et hommes civils, invités par des associations à nous déplacer en Europe, aux USA pour dire ce qui se passait réellement, pour sensibiliser.

Force est de constater qu'il fut difficile — voire parfois impossible — de convaincre politiques et sociétés civiles pour une raison toute simple : lorsque l'autre refuse de vous entendre, de vous écouter, parce qu'il s'en tient à sa «vérité», vous n'avez aucune chance de venir à bout de sa mauvaise foi. Nous avons eu des soutiens certes, comme ceux de Madame Simone Veil, du défunt Stéphane Hessel, Jean-Pierre Chevènement, Harm Botje (journaliste hollandais qui, après avoir séjourné en Algérie, écrivait : «L'Etat fonctionne normalement») ; Ono Kyoto de nationalité japonaise, Bois Piqué Monserrat, journaliste espagnole. Mais leurs voix et leurs écrits furent souvent couverts par la mauvaise foi des autres.

Et il n'y a pas eu que le 22 mars 1993 où nous fûmes dans la solitude. Seuls et incompris. Incompris non pas au sens «ils n'ont pas compris» mais au sens «ils refusent de comprendre». Je me souviens le 2 novembre 1994, avoir rencontré Bernard Kouchner (en raison d'une amie commune) lors d'un de mes passages à Paris. La discussion porte bien évidemment sur l'Algérie. J'explique.... je dis.... et je l'entends me répondre : «Toutes ces morts sont regrettables mais que voulez-vous Madame, à la violence des uns répond celle des autres. Parmi les démocrates assassinés beaucoup ont eu le tort de soutenir le coup d'Etat militaire. Le FIS a gagné». Le «champion» de l'humanitaire me signifiait froidement que les victimes algériennes du terrorisme islamiste méritaient de mourir assassinées. Comme l'on dit chez nous «chah fihoum» (c'est bien fait). Je maîtrise ma colère parce que je refuse de faire dans l'émotionnel. Je rétorque : «M. Kouchner, vous êtes libre de penser que le totalitarisme prend le nom de «démocratie» lorsqu'il s'agit de mon pays. Mais sachez que l'Algérie ne sombrera pas et un jour viendra où vous serez contraints de changer d'opinion car le terrorisme n'a pas de frontières». Lorsque je l'ai vu à la télévision participer à la marche du 11 janvier 2015 à Paris, je me suis juste demandée ce qu'il me dirait aujourd'hui si je le rencontrais. Mais je ne le rencontrerai plus car le 2 novembre 1994 est un souvenir douloureux.

8 décembre 1994. Andrée Michel, une amie du Parti socialiste depuis de longues années, m'invite à faire une intervention à Aubervilliers (Paris) sur «la situation des femmes en Algérie». Les mines défaites de Henrie Emmanuelli et de Gérard Foulques (du bureau politique du PS) présents à la conférence me renseignent sur les véritables intentions des organisateurs du PS ce soir-là. Je parle de la résistance de femmes, de femmes égorgées, kidnappées, violées, l'on attendait de moi la validation de la thèse : aucune différence entre la barbarie islamiste et ceux qui la combattaient.

Mais pourquoi donc l'Europe n'a-t-elle pas voulu voir la logique des destructions et de nihilisme des islamistes, leur haine, leur xénophobie aveugle et sourde?

Pourquoi donc l'Europe a-t-elle attendu d'être touchée pour enfin comprendre que notre combat contre le terrorisme islamiste était juste ?

Pourquoi l'Etat d'urgence est-il normal en Europe et fut décrié hier en Algérie, qualifié de violation aux droits de l'Homme par cette même Europe ?

Je me souviens également de Bruxelles en février 1995. La Belgique offrait en ce temps-là aux islamistes le statut de réfugiés et les accueillait à bras ouverts. Février 1995 donc, juste après le terrible attentat du Bd Amirouche, le 30 janvier 1995. Je me trouve au Centre de presse international à Bruxelles pour une conférence-débat sur l'Algérie.

Je me souviens le 2 novembre 1994, avoir rencontré Bernard Kouchner (en raison d'une amie commune) lors d'un de mes passages à Paris. La discussion porte bien évidemment sur l'Algérie. J'explique.... je dis.... et je l'entends me répondre : «Toutes ces morts sont regrettables mais que voulez-vous Madame, à la violence des uns répond celle des autres. Parmi les démocrates assassinés beaucoup ont eu le tort de soutenir le coup d'Etat militaire. Le FIS a gagné».

Aucun des intervenants lors de ce débat n'évoque l'horreur du Bd Amirouche. Journalistes belges politiques et autres reparlent de l'arrêt du processus électoral, de «guerre civile»... Amina Bouabdallah 20 ans, Souad Mahdi 20 ans, Rachid Djoudi 21 ans, Zakia Bouhired 20 ans, Hakim Boughti 20 ans, fauchés par la bombe n'intéressent personne et surtout pas la presse belge, plus compatissante à l'égard des assassins. Des jeunes Algériennes, des jeunes Algériens déchiquetés par ceux qui n'eurent pas besoin du mobile : «Arrêt du processus électoral interrompu» pour sortir leurs bombes, leurs kalachnikovs, leurs couteaux. En 1981, en 1985 — bien avant les législatives de 1991 - n'avaient-ils déjà pas pris les armes contre la République ? A Bruxelles, le journal belge *Le Soir* ne dit pas «Je suis les victimes du Bd Amirouche». Non, il reprend la déclaration du sinistre Anouar Haddam «La cible était le commissariat situé au Bd Amirouche. Au même moment un bus transportant des civils passait par là». Il était en ce temps-là bien au chaud aux USA. De sa prison en Virginie quelques années plus tard, il tentera de nier cette déclaration en accusant la presse nationale d'avoir déformé son propos.

Sauf qu'il «oublia» de dire que le *Financial Times* reproduisit sa déclaration belge le 04/02/1995. Toujours en février 1995 à Bruxelles, le journaliste Abdelouahab Habbat organise dans la capitale belge une exposition de photographies qu'il a intitulée : «Barbarie plurielle» qu'il présente comme un hommage à toutes les victimes du terrorisme islamiste. Lors d'une conférence de presse, il déclare que des agences l'ont censuré au motif que les photographies étaient horribles.

Le silence, l'injustice faite à ces victimes, la mauvaise foi, ne sont-elles pas plus abominables ?

Lors de ce séjour belge, je suis informée par un ami que le secrétaire général du Parti socialiste, M. Gaudin veut me rencontrer (février 1995).

C'est lui qui a souhaité cette rencontre, mais je le sens sur la défensive, voire un tantinet agressif. M'écoute-t-il ?